

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/9

31 octobre 1995

(95-3393)

Groupe de négociation sur les télécommunications de base

COMPTE RENDU DE LA REUNION AU NIVEAU DES HAUTS FONCTIONNAIRES TENUE LE 6 OCTOBRE 1995

1. Le Groupe de négociation sur les télécommunications de base a tenu sa neuvième réunion le 6 octobre 1995. Des hauts fonctionnaires des gouvernements participants y ont assisté. L'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/164 du 25 septembre 1995. Le Président a souhaité la bienvenue aux ministres et aux autres hauts fonctionnaires et a noté que leur présence montrait clairement l'importance que les gouvernements attachaient aux négociations.
2. Le premier point de l'ordre du jour était un rapport du Secrétariat sur l'état d'avancement des travaux du Groupe depuis sa création, en mai 1994. Ce rapport a été reproduit en tant que Note du Secrétariat (S/NGBT/W/15).
3. Le Président a invité les participants à exposer leurs vues sur l'avancement des négociations et la participation à celles-ci, sur les objectifs qu'ils espéraient atteindre, et sur la manière d'éliminer les obstacles éventuels à l'aboutissement des négociations dans le délai convenu, c'est-à-dire d'ici à avril 1996.
4. Le représentant du Japon a dit que le secteur des télécommunications de base, tout comme celui des services financiers, était un élément essentiel du système mondial du commerce des services. Il espérait que d'autres observateurs pourraient prendre part à ces efforts collectifs dans les meilleurs délais et a demandé aux participants qui envisageaient toujours de présenter des offres de le faire d'ici à la prochaine réunion du Groupe de négociation, en novembre. Il a souligné que le traitement NPF était le principe le plus important de l'OMC. Il assurait l'égalité de traitement à tous les Membres, toute discrimination, réciprocité ou action unilatérale étant proscrite. Certains Membres avaient été tentés dans le passé de s'écarter de ce principe. Or, c'était précisément lui qui avait assuré l'efficacité du cadre actuel du GATT. D'après les dispositions pertinentes de l'AGCS, les exemptions du traitement NPF devraient être exceptionnelles, temporaires et spécifiques. En outre, comme des mesures incompatibles avec le principe NPF ne pouvaient être que "maintenues" dans le cadre de l'AGCS, les Membres ne pouvaient exempter que des mesures incompatibles "existantes", et non des mesures qu'ils pourraient prendre à l'avenir. Un autre représentant du Japon a constaté que les conditions de développement des télécommunications différaient beaucoup d'un pays à l'autre. Compte tenu de cette diversité, tenter d'établir des règles commerciales multilatérales dans ce secteur était une véritable gageure. Exposant les objectifs du Groupe de négociation, l'intervenant a dit que premièrement le Groupe devait associer aux négociations autant de participants que possible. Il était essentiel d'élargir la participation à part entière pour que les discussions puissent porter sur des marchés véritablement mondiaux. C'était uniquement à cette condition que l'on pourrait définir un cadre et des principes commerciaux convenant à tous les pays. Deuxièmement, il était essentiel que les avantages considérables que procurent les nouvelles technologies de télécommunication soient répartis équitablement entre les nations. L'un des objectifs fondamentaux du Groupe de négociation devait être de faire en sorte que l'équilibre recherché des droits et obligations soit atteint. Mais il fallait aussi veiller à ce que les industries plus puissantes des pays ayant un marché plus libéralisé n'entravent pas les efforts faits par les autres pays pour développer leur secteur des télécommunications. Troisièmement, il fallait absolument

tenir compte du stade de développement des télécommunications dans chaque pays. Etant donné la multiplicité des régimes, chacun devait élaborer un programme prévoyant une libéralisation progressive dans des délais précis. Quatrièmement, la diversité des cadres réglementaires était l'un des principaux obstacles à la liberté des échanges. Si l'on ne parvenait pas à s'entendre au moins sur des principes communs au niveau des cadres réglementaires, à quoi bon déclarer que les marchés étaient entièrement ouverts aux capitaux étrangers. Il était donc essentiel que le Groupe de négociation s'efforce de parvenir à un accord sur des principes concernant, par exemple, l'interconnexion et les mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles.

5. Le représentant de Hong Kong a fait observer que, si les négociations aboutissaient à une vaste libéralisation, tous les pays, développés ou en développement, pourraient en retirer des avantages considérables. Il a estimé que jusque-là, les débats du Groupe de négociation étaient prometteurs. Les offres initiales qui avaient été faites étaient un bon point de départ, mais pour que le but commun soit atteint, il faudrait améliorer ces offres; Hong Kong serait prête à améliorer la sienne. Les acteurs importants qui n'avaient pas encore présenté d'offres devraient le faire dans les plus brefs délais. Les restrictions à la participation étrangère étaient un indicateur important de l'ouverture réelle d'un marché. La qualité des engagements pris en matière de libéralisation du régime des télécommunications serait amoindrie si les ressortissants étrangers n'avaient pas la possibilité de participer pleinement à la fourniture de services dans ce secteur. L'intervenant a engagé les autres participants à supprimer toutes les restrictions existant actuellement afin de libéraliser davantage leur régime des télécommunications et d'améliorer la qualité de leurs offres. Il pourrait être justifié de se prononcer pour un rythme de développement différencié selon les régimes de télécommunication, ce qui pourrait amener à établir des calendriers de libéralisation différents. Il a encouragé les Membres qui ne participaient pas encore pleinement au Groupe de négociation à devenir des participants à part entière. Un autre représentant de Hong Kong a dit que son pays avait commencé, il y avait plus de dix ans, à libéraliser le marché des communications mobiles et les services de radiorecherche et de téléphone cellulaire et que le marché local du téléphone filaire avait été libéralisé récemment. La concurrence avait aidé Hong Kong à développer l'industrie des télécommunications et à atteindre ses objectifs dans ce domaine. Toutefois, dans le processus de libéralisation, l'interconnexion posait inévitablement des problèmes. A son avis, le Groupe de négociation devrait consacrer plus de temps à cette question ainsi qu'à toutes les autres questions pratiques, pour qu'il puisse y avoir une libéralisation effective.

6. Le représentant de l'Australie a dit qu'il souhaitait que ces négociations aboutissent dans les meilleurs délais à un ensemble de résultats important, complet et cohérent. Aucun de ces résultats essentiels n'était encore garanti aujourd'hui, mais l'Australie oeuvrerait tant individuellement que collectivement pour que l'on y parvienne. Elle avait présenté une offre qui lui semblait bonne; elle s'y tiendrait tout en s'efforçant de l'améliorer encore, d'une manière équilibrée par rapport aux autres participants. Des télécommunications efficaces et accessibles à un prix compétitif étaient importantes pour l'économie de tous et vitales pour la croissance et le développement futurs. L'expérience a montré en Australie que les pouvoirs publics pouvaient faire en sorte que les télécommunications soient moins chères et plus efficaces. Au sein du Groupe de négociation, les gouvernements avaient réellement la possibilité d'atteindre ce but ensemble. Certes, tous les participants ne pouvaient pas aller aussi vite et aussi loin - comme c'était le cas dans les autres secteurs - mais ces négociations étaient l'occasion d'agir d'une manière qui servirait les intérêts nationaux de chacun. Par exemple, la libéralisation des télécommunications augmenterait la compétitivité et la productivité; l'accès des fournisseurs étrangers serait source d'investissements et de nouvelles technologies. L'expansion et l'ouverture du secteur stimuleraient l'innovation et créeraient des marchés pour de nouveaux acteurs. L'essentiel dans ces négociations était d'élargir la participation, de respecter le calendrier de négociation, d'obtenir l'amélioration des offres et de parvenir à un résultat fondé sur le principe NPF.

7. Le représentant de la Suisse a déclaré que si les participants étaient réunis aujourd'hui sous les auspices de l'OMC, c'était pour réaliser l'ouverture des marchés, objectif à la fois nécessaire et incontournable. Il a souligné l'importance des télécommunications pour le commerce des services et a confirmé que la Suisse était disposée à contribuer au succès de ces négociations. Un autre représentant de la Suisse a présenté un projet d'amendement de la Loi sur les télécommunications, qui faisait l'objet d'une consultation publique jusqu'en décembre 1995. Les principaux éléments de ce projet de loi étaient les suivants: installation et utilisation libres de toutes les catégories d'infrastructures, et délivrance d'un nombre illimité de licences dans le domaine des services de télécommunication, pour autant qu'il n'y ait pas de contraintes techniques en ce qui concerne les fréquences. Dans ce cas, il était prévu de procéder par voie d'adjudication publique. La loi devrait entrer en vigueur au plus tard le 1er janvier 1998. L'offre de la Suisse présentée au Groupe de négociation tenait compte de la libéralisation du trafic téléphonique, au sein de groupes fermés d'utilisateurs, qui avait été engagée en juillet 1995. Les négociations ne pouvaient aboutir que si un nombre suffisant de Membres y participaient activement et présentaient des offres.

8. Le représentant des Communautés européennes et de leurs Etats membres a dit que, en ce qui concernait la libéralisation multilatérale du commerce des services, l'Union européenne avait la ferme volonté d'appliquer le traitement NPF, que ce soit dans le secteur des services financiers, ou dans celui des télécommunications de base ou des services de transport maritime, comme constituant la pierre angulaire du système commercial multilatéral. L'offre de l'Union européenne reflétait le processus interne dans le cadre duquel l'ensemble des services et infrastructures de télécommunications de base seraient libéralisés à compter du 1er janvier 1998 dans la majorité des Etats membres et à compter du 1er janvier 2003 au plus tard dans tous les Etats membres. Il était possible d'améliorer cette offre, notamment en ce qui concernait les restrictions à la participation étrangère, mais à condition que les autres partenaires commerciaux soient disposés à en faire autant. Pour que les résultats des négociations soient fondés sur le principe NPF, il faudrait qu'un nombre beaucoup plus grand de Membres présentent des offres initiales. L'Union européenne continuait de penser qu'il n'était ni nécessaire ni souhaitable de chercher à négocier, dans le cadre de l'OMC, des engagements détaillés sur les aspects techniques de la réglementation du secteur des télécommunications. L'objectif était - et resterait - de garantir l'accès aux marchés et le traitement national aux services et aux fournisseurs de services. Il y aurait lieu aussi de prendre un engagement qui aille au-delà des engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national pour certaines questions particulièrement importantes qui concernent spécialement les télécommunications, telles que les licences, l'interconnexion, les mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles, la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation et les obligations en matière de service universel. Le problème le plus important pour le Groupe n'était probablement pas tant d'identifier ces questions que de parvenir à un accord sur le degré de détail auquel elles devraient être examinées. Un accord sur des principes généraux semblait possible, mais il paraissait difficile d'obtenir plus. Un autre représentant de l'Union européenne a dit que dans son offre, l'Union proposait d'ouvrir le marché intérieur des télécommunications, une fois que celui-ci serait réalisé, à tous les Membres parties à l'AGCS à condition que des négociations garantissent un accès comparable et effectif au marché des pays tiers. Il était proposé de libéraliser les réseaux de télévision par câble, les services et réseaux de communications mobiles, l'ensemble des infrastructures, y compris les réseaux dits alternatifs et enfin, ce qui n'était pas le moins important, la téléphonie vocale. Dans ce contexte, la question de la qualité, des conditions et du coût de l'interconnexion serait la principale question d'ordre commercial qui se poserait aux autorités nationales chargées de la réglementation. La proposition d'une directive sur l'interconnexion connaissant l'accès aux réseaux allait dans le sens du processus de négociation commerciale, et apportait la garantie d'une concurrence loyale, tout en assignant aux autorités nationales chargées de la réglementation un rôle central dans le règlement des différends relatifs à l'interconnexion.

9. Le représentant des Etats-Unis a noté que des progrès avaient été faits dans l'échange d'informations et que la participation aux négociations s'était élargie. Mais, au bout du compte, c'était le nombre d'offres présentées et leur qualité qui permettraient de mesurer les progrès accomplis. Il a dit qu'il était temps pour tous les pays qui avaient contracté des engagements concernant les services à valeur ajoutée de passer à l'étape suivante et d'ouvrir les marchés des services de télécommunications de base. Les participants devaient présenter beaucoup plus d'offres pour que des négociations aboutissent à un résultat satisfaisant. Plusieurs étapes restaient à franchir afin d'obtenir des offres de qualité suffisante pour constituer une masse critique d'engagements en matière d'ouverture des marchés. Tous les pays qui n'avaient pas encore présenté d'offres devaient le faire sur la base de leur régime actuel ou des calendriers établis pour l'ouverture accrue de leurs marchés à l'investissement privé et à la concurrence. Les Etats-Unis cherchaient à obtenir des pays membres de l'OCDE une ouverture équivalente à l'investissement étranger et à la concurrence. Ces pays et tous ceux qui, comme eux, s'étaient engagés sur la voie de la libéralisation devaient présenter des offres reflétant pleinement l'étendue de la libéralisation prévue ou déjà opérée. Les Etats-Unis espéraient parvenir à un accord, d'ici au mois d'avril prochain, sur des délais de mise en oeuvre raisonnables, après la conclusion de ces négociations. Il faudrait ensuite garantir dans la pratique la valeur de ces engagements en établissant des principes réglementaires propres à favoriser la concurrence pour tous les services repris sur les listes. Le représentant des Etats-Unis a noté que les négociateurs s'accordaient pour dire que ces engagements étaient indispensables. Les Etats-Unis voulaient oeuvrer à la définition de principes uniformes souples permettant de garantir au niveau multilatéral un accès réel aux marchés. Il a ajouté que la participation à ces négociations était dans l'intérêt de chaque pays, et ce pour les raisons suivantes. Premièrement, il s'agissait d'inclure ce secteur vital dans le cadre commercial multilatéral de l'AGCS. Deuxièmement, il était important de participer à ce que pouvait être la définition historique de principes applicables régissant la concurrence dans le secteur des services de télécommunication. Troisièmement, le succès de ces négociations donnerait une vigoureuse impulsion à la demande de matériel téléphonique à tous les niveaux de perfectionnement technique. Quatrièmement, il s'agissait de faire appel plus largement à l'investissement privé et de faire jouer davantage la concurrence en vue d'accroître la compétitivité et de relever le niveau de vie dans tous les pays, quel que soit leur degré de développement.

10. Le représentant du Brésil a expliqué à quel stade se trouvait actuellement le processus de modernisation des télécommunications au Brésil. Il a dit que son pays était en train d'élaborer un plan de réforme structurelle du secteur dont le principal objectif était de construire une économie dynamique et compétitive. Il y avait essentiellement trois problèmes à résoudre: la restructuration des tarifs; l'instauration de conditions de gestion commerciales, en retirant au représentant de l'actionnaire majoritaire les fonctions de réglementation; et l'établissement d'un cadre réglementaire approprié. Il a expliqué que la réforme viserait à instituer un service universel, à améliorer les services quantitativement et qualitativement, tout en les diversifiant, à garantir une concurrence loyale et à établir des prix compétitifs. Le Brésil devait en particulier développer les services de base, améliorer la qualité, moderniser le système, fournir des services améliorés afin d'accroître la compétitivité des entreprises brésiliennes, et renforcer la compétitivité des sociétés d'exploitation. Le plan visait non seulement à restructurer le secteur des télécommunications, mais aussi à renforcer la compétitivité de l'économie brésilienne au plan international et à stimuler le développement social du pays. Le Brésil était sûr que le plan serait mis au point à temps pour qu'une offre sur les télécommunications de base puisse être présentée avant la conclusion des négociations, en avril 1996.

11. Le représentant de la République de Corée a déclaré que depuis juillet 1990, le gouvernement coréen avait restructuré le secteur des télécommunications, en l'exposant davantage aux forces du marché. Le plan directeur, annoncé en juillet dernier, indiquait clairement que le nombre de fournisseurs de services dans le secteur des télécommunications de base ne serait pas limité et que les sauvegardes réglementaires destinées à favoriser la concurrence seraient renforcées. Pour que les négociations soient couronnées de succès, quatre points devaient être pris en considération. Premièrement, l'accord devrait se fonder sur le principe de la nation la plus favorisée. L'exigence d'une réciprocité ou la demande

d'exemptions de l'obligation NPF nuirait essentiellement à la stabilité du système commercial mondial. Deuxièmement, il ne serait pas raisonnable de compter sur une libéralisation complète et immédiate. Dans la réalité, de nombreux pays en étaient encore au premier stade de la transition vers un régime concurrentiel, après une longue période de domination des monopoles. Leurs difficultés devraient être dûment prises en compte. Troisièmement, l'accord devrait jeter les bases d'un environnement commercial prévisible, en particulier en ce qui concerne les mesures contestables visées à l'article VI, telles que les critères liés à l'intérêt public. Il serait regrettable que les négociations n'assurent pas un niveau maximal de transparence et de prévisibilité. Quatrièmement, il faudrait encourager la participation active des pays en développement afin d'instituer un régime multilatéral plus cohérent et plus efficace.

12. Le représentant du Canada a constaté que les pays se trouvaient à des stades différents du processus de libéralisation du secteur des télécommunications. Tous les gouvernements devaient s'efforcer d'élaborer une politique des télécommunications qui concilie les avantages découlant de marchés concurrentiels et le souci des objectifs nationaux et de la souveraineté. Il a souligné que l'AGCS reconnaissait le principe d'une libéralisation progressive. C'est pourquoi il était possible d'obtenir des résultats positifs, dans le respect de la diversité internationale et de la multiplicité des régimes. D'après les discussions menées jusqu'ici au sein du Groupe de négociation et les nombreuses consultations bilatérales qui avaient eu lieu, il y avait de bonnes chances de parvenir à un accord, moyennant certaines concessions de toutes parts. Le Canada espérait que tous les participants contracteraient des engagements importants en matière d'accès aux marchés. Ces engagements devraient se traduire par une concurrence réelle dans la fourniture des services téléphoniques et de transmission de données sur les marchés intérieurs et internationaux. Cette concurrence pouvait s'exercer au niveau de la mise à disposition des installations ou de la revente libre de services de transport de télécommunications de base. Des engagements additionnels en matière de sauvegardes réglementaires garantiraient la viabilité et la valeur effective des engagements en matière d'accès aux marchés. Il fallait établir un régime réglementaire transparent, assorti de règles claires concernant l'interconnexion entre concurrents. Enfin, ces négociations devaient aboutir à l'application du traitement NPF aux télécommunications de base.

13. La représentante de la Nouvelle-Zélande a fait remarquer que pour créer un environnement international plus libéral pour le commerce et l'investissement, il était essentiel d'incorporer les télécommunications de base dans ce cadre multilatéral et d'assurer le développement rapide et efficace des infrastructures et des services de télécommunication. A son avis, il était important que la participation à ces négociations soit la plus large possible. Il était essentiel aussi qu'un plus grand nombre de pays présentent rapidement leurs projets d'offres. La Nouvelle-Zélande avait soumis une offre sur les télécommunications de base qui consoliderait son régime très ouvert et libéral. La transparence était une condition essentielle, notamment en ce qui concernait les critères d'octroi de licences, les normes techniques, l'élaboration des décisions de principe et réglementaires, l'attribution des bandes de fréquences radioélectriques et le numérotage. Les mesures prises dans ces domaines devaient l'être en temps utile et de façon non discriminatoire. Par ailleurs, les fonctions de réglementation devaient être confiées à un organe distinct et indépendant des exploitants et n'ayant aucun intérêt commercial chez eux. Il était indispensable de permettre l'interconnexion comme elle était prévue dans l'Annexe sur les télécommunications. La question du degré de réglementation nécessaire pour garantir cette interconnexion avait été largement débattue. Non seulement il fallait prendre une large gamme d'engagements pour libéraliser l'accès aux marchés, mais encore tout accord sur des questions de principe connexes devrait être suffisamment souple pour permettre diverses approches en matière de réglementation.

14. La représentante des Philippines a dit que le secteur des télécommunications de son pays était l'un des plus libéralisés et des plus concurrentiels du monde. Elle a fait observer que le service universel était l'objectif essentiel et fondamental des exploitants philippins et des nouveaux entrants, ainsi que de leurs partenaires internationaux. Toutefois, la transition pouvait être difficile si la concurrence ne

pouvait pas se développer. Il fallait veiller à ce que les pratiques commerciales restrictives supprimées par le gouvernement ne soient pas rétablies par le secteur privé. Le processus multilatéral de libéralisation confortait et justifiait les efforts faits par de nombreux pays en développement pour ouvrir leur économie à la concurrence. Ces négociations devaient consolider le succès de leurs réformes. Mais la libéralisation multilatérale du commerce avait un coût. Aussi fallait-il que les négociateurs reconnaissent le bien-fondé d'une libéralisation progressive dans les pays en développement. Par ailleurs, les pays qui étaient en mesure de tirer largement profit de la libéralisation du commerce devaient assumer davantage d'obligations. L'intervenante a dit que son pays était en train d'examiner de près son statut dans les négociations et qu'elle espérait qu'il déciderait très prochainement d'y participer à part entière.

15. Le représentant de Singapour a reconnu que les télécommunications jouaient un rôle crucial dans la modernisation et la mondialisation de l'économie. Il était donc important que ces négociations aboutissent. Un autre représentant de Singapour a dit qu'il avait bon espoir qu'un cadre équitable et équilibré pour les pays développés et pour les pays en développement pourrait être établi d'ici à avril 1996. Des principes en matière de concurrence, notamment des mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles et un cadre réglementaire permettant de lutter à armes égales, devaient faire partie intégrante de l'accord final. Il fallait cependant tenir compte du stade de développement des télécommunications dans chaque pays. Il fallait aussi reconnaître que les mécanismes et les méthodes d'application des principes approuvés pouvaient varier si les circonstances nationales le justifiaient. Il faudrait donc parvenir à un consensus sur un cadre final qui soit suffisamment large et souple pour tenir compte des différences, tout en réalisant les objectifs fondamentaux du Groupe de négociation. L'intervenant a ajouté que la participation la plus large possible aux négociations permettrait d'obtenir un résultat équilibré fondé sur le principe NPF, tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement. Par conséquent, les Membres de l'OMC qui n'avaient pas encore pris part aux négociations devraient le faire dans les meilleurs délais.

16. Le représentant de la Norvège a dit que des règles commerciales multilatérales solides et bien appliquées étaient le meilleur garant de la prospérité et de la sécurité économique à long terme. L'objectif des négociations multilatérales était d'établir un ensemble équilibré d'engagements dans tous les secteurs de services en même temps que des règles commerciales internationales. Dans la poursuite des délibérations sur les services de télécommunications de base et de transports maritimes, il faudrait veiller au respect du principe de la non-discrimination et du principe NPF. Le fait d'établir un lien entre différents secteurs était conforme à ce qui s'était fait précédemment dans le cadre des négociations du GATT et indiquait la voie à suivre dans les négociations en cours sur le commerce des services. La Norvège attachait une importance particulière au cadre juridique plus solide et plus transparent de l'OMC. Dans le secteur des télécommunications, il était important d'instaurer un cadre juridique qui garantisse à la fois la fourniture d'un service universel et le fonctionnement d'un marché concurrentiel. La Norvège avait l'intention de présenter son offre sous peu, avant la prochaine réunion du Groupe de négociation.

17. Le représentant de l'Inde a déclaré que, compte tenu du rôle crucial des télécommunications dans la croissance économique et le développement, l'Inde attachait une grande importance à ces négociations. Elle accordait un rang de priorité élevé au développement dans le pays de services de télécommunication accessibles à tous. L'Inde s'efforçait aussi de stimuler l'investissement intérieur et étranger dans ce secteur. Elle avait entrepris un vaste programme de libéralisation des services de télécommunications de base et à valeur ajoutée, en ouvrant le secteur à l'investissement privé intérieur et étranger. De nombreuses licences avaient été délivrées, de sorte que des entreprises privées fournissaient déjà des services de téléphone cellulaire dans quatre grandes villes et des services de radiorecherche dans 23 grandes villes. Une très grande part du marché était ouverte à l'investissement étranger et l'intérêt des entreprises privées locales et étrangères pour les marchés ouverts avait été considérable. L'intervenant a rappelé que, conformément à la Décision ministérielle sur les négociations sur les télécommunications de base, ces négociations et les engagements qui en résulteraient auraient

un caractère volontaire, qu'une libéralisation progressive signifiait que les obligations en matière de libéralisation seraient différentes pour les pays développés et pour les pays en développement participants, et que les négociations devaient s'inscrire dans le cadre de l'AGCS. C'était dans cet esprit que l'Inde avait décidé de participer aux négociations. Elle devait encore examiner la nature et l'étendue des engagements qu'il conviendrait de prendre. S'agissant de l'équilibre des résultats des négociations, les avantages que l'Inde en retirerait n'étaient pas encore clairs. L'intervenant a souligné que la libéralisation des télécommunications devait porter sur tous les modes de fourniture, l'Inde attachant une très grande importance au quatrième mode - le mouvement des personnes physiques - domaine dans lequel elle était compétitive. Enfin, puisque ces négociations seraient menées dans le cadre de l'AGCS, il était difficile d'imaginer qu'elles puissent être régies par des disciplines autres que celles qui étaient déjà envisagées.

18. Le représentant de la République tchèque a informé le Groupe que son pays avait récemment répondu au questionnaire sur les télécommunications de base et avait demandé le statut de participant à part entière aux négociations. Il a dit que le gouvernement tchèque était convaincu que la participation la plus large possible aux négociations sur les télécommunications de base serait bénéfique à tous les participants. Il a ajouté que la République tchèque présenterait prochainement au Secrétariat son offre d'engagements concernant les services de télécommunications de base.

19. Le représentant de la République slovaque a déclaré que son gouvernement était pleinement favorable à la libéralisation du secteur des télécommunications, qui contribuerait au développement d'une concurrence loyale et à l'accroissement des investissements étrangers directs. L'amélioration générale des services de télécommunication contribuerait aussi grandement à la poursuite du redressement de l'économie slovaque. Il a fait observer que l'étendue de la libéralisation prévue dans le projet d'offre de son gouvernement rendait compte de l'état actuel de la transformation du secteur. L'ouverture progressive du marché slovaque était à l'étude. Il espérait qu'un plus grand nombre de pays prendraient part aux négociations et que des résultats équilibrés ouvriraient la voie à une véritable libéralisation des services de télécommunication dans un cadre multilatéral.

20. Le représentant du Pakistan, notant que son pays avait actuellement un statut d'observateur, a dit que son pays était en train d'ouvrir le marché à l'investissement privé. Un processus de libéralisation des télécommunications avait été engagé en 1989. Des licences avaient été délivrées à des opérateurs privés de téléphone cellulaire et de services de radiorecherche. En outre, le marché des équipements de télécopie et de télex, des équipements terminaux et des autocommutateurs privés avait été déréglementé. Des licences avaient été octroyées à de nombreuses entreprises pour la fourniture de services de communication de données, de radiocommunications à ressources partagées et de courrier électronique. Le secteur privé avait été invité à exploiter un système de télécommunication par satellite au Pakistan. Une nouvelle restructuration avait été entreprise: elle permettrait de libéraliser et de privatiser davantage les services de télécommunication. Une nouvelle loi sur les télécommunications serait promulguée prochainement par le Parlement. Elle prévoyait l'établissement d'un organe de réglementation indépendant, la création d'un conseil chargé de l'attribution des fréquences, la transformation de l'entreprise de télécommunication en société par actions, et la création d'une entreprise nationale de télécommunication pour les services téléphoniques publics. Le Pakistan espérait que ces mesures favoriseraient le développement rapide des lignes téléphoniques de qualité, accessibles à tous à un prix raisonnable. Aucune limite n'était imposée à la participation étrangère; un investisseur étranger pouvait détenir 100 pour cent du capital d'une entreprise de télécommunication opérant au Pakistan. Enfin, étant donné que le Pakistan appliquait un programme fondé sur le libre-échange et l'investissement, le gouvernement pakistanais suivrait de près l'avancement des négociations.

21. Le représentant de la Pologne a dit que de profonds changements étaient en cours dans tous les secteurs de l'économie polonaise, y compris celui des télécommunications. Les autorités avaient entrepris de libéraliser ce secteur pour accélérer son développement et pour satisfaire aux conditions d'adhésion à l'Union européenne. Cela étant, la Pologne, qui avait le statut d'observateur dans ces négociations, envisageait de devenir participant à part entière et elle examinerait la possibilité de présenter une offre tenant compte du stade des réformes et du niveau de développement de son secteur des télécommunications.

22. Aucun point n'ayant été soulevé au titre des "Autres questions", le Président a remercié les ministres et les hauts fonctionnaires d'avoir participé à la réunion. Il a rappelé aux participants que la prochaine réunion du Groupe aurait lieu le 17 novembre 1995. Il espérait vivement que d'ici là, beaucoup d'autres projets d'offres seraient présentés et que d'autres Membres de l'OMC seraient en mesure de participer à part entière aux négociations.

23. Le Président a informé le Groupe que le Directeur général avait fait, sous sa propre responsabilité, une déclaration au sujet de la réunion, qui était immédiatement communiquée à tous les participants.